

## Les défaillances d'entreprises repartent à la hausse en 2012

Indice Global des Défaillances d'entreprises de l'assureur-crédit Euler Hermes  
Bilan 2011 et prévisions 2012

- **Après -4% en 2011, Euler Hermes attend l'Indice Global des Défaillances d'entreprises en hausse de +3% en 2012**
- **La dégradation de la conjoncture met fin à deux années de recul des défaillances d'entreprises dans le monde**
- **La zone euro pousse l'Indice Global des Défaillances à la hausse**
- **Les pays de l'Europe du Sud restent exposés à une très forte sinistralité des entreprises**

**Paris, le 24 mai 2012** – Les chiffres définitifs de l'année 2011 confirment la poursuite du mouvement de repli des défaillances d'entreprises entamé en 2010. Au niveau mondial, ce mouvement est cependant très modéré, l'Indice Global des Défaillances d'entreprises d'Euler Hermes enregistrant un recul de - 4% sur l'année, après -5% en 2010.

Après ces deux années consécutives de recul des défaillances et sur la base de ses prévisions macro-économiques, Euler Hermes anticipe une inversion de tendance en 2012, avec un Indice Global des Défaillances en hausse de + 3% reflétant principalement la situation très préoccupante de la zone euro.

« *La tendance de repli des défaillances d'entreprises s'est essoufflée, freinée par le ralentissement de l'économie mondiale au deuxième semestre 2011. Ce mouvement se confirme, avec les chiffres de croissance du premier trimestre 2012, très limités* » souligne **Ludovic Subran, Chef économiste et Directeur de la recherche d'Euler Hermes**. « *Le recul de la sinistralité des entreprises observé en 2011 au niveau mondial est amoindri par la situation nettement moins favorable de l'Europe. En 2012, la complexification de la crise de la dette, les politiques d'austérité dans lesquelles sont engagés les pays de la zone euro et la nouvelle dégradation des perspectives des pays du Sud de l'Europe vont peser lourdement sur les entreprises déjà fragilisées. La contraction de la demande, le durcissement des conditions de crédit et la montée des revendications sociales sont autant de facteurs de risques supplémentaires pour les entreprises de toute la zone.* »

### **2011 : les défaillances d'entreprise reculent dans le monde, excepté en Europe.**

Le bilan 2011 met en évidence de fortes disparités régionales dans l'évolution de l'Indice Global des Défaillances d'entreprise :

L'**Amérique du Nord** a enregistré en 2011 une deuxième année consécutive de baisse des défaillances (indice en repli de -15%, après -7% en 2010) et a renoué avec un niveau de sinistralité des entreprises proche de la moyenne des deux décennies écoulées. Avec un indice en repli de - 6% en 2011, l'**Asie-Pacifique** prolonge deux années de nette amélioration (-8% en 2009 et -12% en 2010).

La **zone euro**, au contraire, se démarque avec un indice de défaillances d'entreprises de nouveau en hausse (+7%) après le léger mieux de 2010 (-1%).

« *Comparé au bond de 40% que l'indice de défaillances a connu en 2009 dans la zone euro, la hausse de 2011 peut apparaître comme un moindre mal. Elle atteste malgré tout le décrochage préoccupant de l'Europe par rapport au reste du monde ainsi que le creusement des disparités au sein de la zone, entre les pays du nord et les pays du sud, auxquels il faut ajouter l'Irlande* », observe **Maxime Lemerle, Responsable des études macroéconomiques et défaillances d'Euler Hermes**. « *Le léger mieux des pays du nord de l'Europe en 2011 est loin d'avoir cicatrisé l'envolée des défaillances observée dans la zone euro en 2008 et 2009.* »

En effet, si en 2011 les défaillances d'entreprises ont été en léger repli dans les pays nordiques, en Allemagne et en France, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Italie et l'Irlande sont à l'origine du rebond de l'indice dans l'ensemble de la zone euro.

« *Sans surprise, les difficultés économiques et budgétaires des pays du sud de l'Europe n'ont pas tardé à produire leurs effets sur la situation des entreprises. Pour ces pays, 2011 est une mauvaise année supplémentaire qui vient grever un bilan déjà très sévère. Les défaillances y atteignent des niveaux historiques et les prévisions économiques ne permettent pas d'espérer d'amélioration en*

2012, avec de forts risques de contagion si la crise de la dette ne trouve pas d'issue », ajoute **Maxime Lemerle**.

**En 2012, l'Indice Global des Défaillances est attendu en hausse de +3% pour l'année.**

Excepté l'Amérique du Nord, qui devrait poursuivre sur une tendance baissière (-10% après -15% en 2011), toutes les régions devraient voir leur nombre d'entreprises défaillantes se stabiliser ou augmenter. Cette tendance globale recouvre néanmoins des situations différentes.

La hausse d'indice de +2% anticipée pour l'**Asie-Pacifique** reflète non seulement la modération de la croissance économie attendue dans cette région en 2012 mais aussi un effet de base statistique : partant d'un niveau de défaillances très bas en 2011, l'indice régional répercute en outre l'augmentation « mécanique » du nombre de défaillances nourrie par l'augmentation même du nombre d'entreprises.

En raison de la récession attendue en 2012 dans la **zone euro**, l'indice des défaillances d'entreprises repart à la hausse dans la zone (+7%). « Dans toute la zone, la réduction des perspectives de débouchés en volume ne peut qu'accroître la pression concurrentielle. Dans ce contexte, les entreprises qui ont déjà réduit leur structure de coûts autant qu'elles le pouvaient, ne peuvent espérer se refaire en augmentant le prix de leurs produits », précise **Maxime Lemerle**. « Beaucoup d'entreprises sont déjà au bout de leurs capacités d'ajustement. L'impossibilité de compenser la contraction de la demande par des hausses de prix se double pour elle de plus grandes difficultés à se refinancer du fait, sinon de la hausse des taux, de la sélectivité accrue des établissements de crédit. »

La hausse de l'indice des défaillances est moindre en **Europe du Nord** (+4%) où l'Allemagne se démarque en étant est le seul pays à pouvoir rester sur une tendance baissière (-2%) en 2012. C'est dans les petits pays très ouverts, et donc très dépendants de l'évolution des marchés extérieurs (mondiaux et intra-européens), que l'indice des défaillances est attendu en plus forte hausse. C'est le cas de la Belgique (+10%) et plus encore des Pays-Bas (+17%).

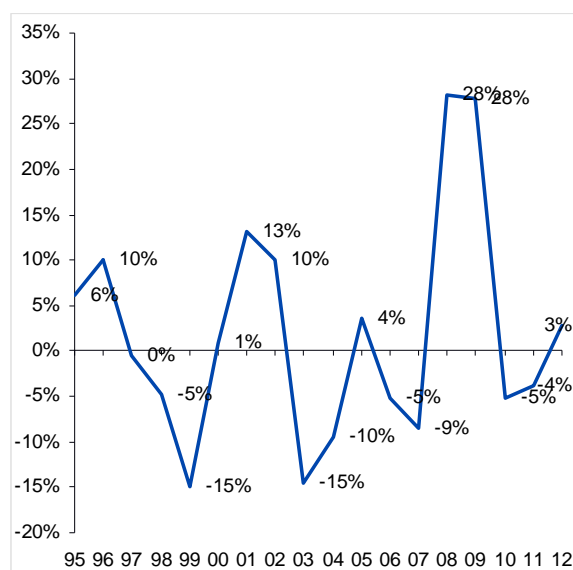
En **France**, où les défaillances ont d'ores et déjà été plus nombreuses sur les premiers mois de l'année 2012 (avec 21856 cas à fin avril soit +2,5% par rapport à la même période de 2011), le rebond des défaillances serait modéré sur l'ensemble de l'année (+3,5%) mais suffisant pour afficher un bilan (63500 défaillances) à nouveau proche des sommets de 2009 et 1993.

Enfin, sans surprise, la sinistralité s'annonce particulièrement élevée pour les **pays du Sud de l'Europe** (Italie à +17%, Espagne à +20%, Grèce et Portugal à +25%) soumis à des plans d'austérité très sévères et encore plus fragilisés que les autres pays de la zone euro par la dégradation de la demande et des conditions de financement.

\*\*\*\*\*

**Annexe**

**1. Evolution de l'Indice Global des Défaillances** (évolution annuelle de l'indice base 100 en 2000)



## 2. Statistiques par régions Euler Hermes

Base 100 : 2000	% du PIB mondial (*)	Poids	2009	2010	2011	2012
<b>Indice global des défaillances</b>	<b>86,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>28%</b>	<b>-5%</b>	<b>-4%</b>	<b>3%</b>
Indice Zone euro	23,2	27,0%	40%	-1%	7%	13%
<b>Régions Euler Hermes</b>						
<b>Indice Amériques</b>	<b>29,9</b>	<b>34,7%</b>	<b>37%</b>	<b>-8%</b>	<b>-15%</b>	<b>-10%</b>
Etats-Unis	24,6	28,6%	40%	-7%	-15%	-10%
Canada	2,6	3,0%	-12%	-25%	-9%	-1%
Brésil	2,7	3,2%	30%	-19%	-6%	17%
<b>Indice Allemagne-Autriche-Suisse</b>	<b>7,9</b>	<b>9,2%</b>	<b>13%</b>	<b>0%</b>	<b>-4%</b>	<b>0%</b>
Allemagne	6,3	7,3%	12%	-2%	-6%	-2%
Autriche	0,7	0,8%	9%	-8%	-8%	0%
Suisse	0,8	1,0%	24%	20%	6%	9%
<b>Indice France</b>	<b>4,9</b>	<b>5,7%</b>	<b>12%</b>	<b>-2%</b>	<b>-3%</b>	<b>4%</b>
<b>Indice Europe du nord</b>	<b>14,9</b>	<b>17,4%</b>	<b>33%</b>	<b>-4%</b>	<b>-2%</b>	<b>4%</b>
Royaume-Uni	4,6	5,4%	17%	-17%	4%	-2%
Russie	2,9	3,4%	11%	3%	-20%	0%
Pays-Bas	1,5	1,8%	73%	-10%	-1%	19%
Pologne	0,9	1,1%	57%	3%	7%	8%
Belgique	0,9	1,0%	11%	2%	7%	10%
Suède	0,8	1,0%	21%	-5%	-4%	6%
Norvège	0,8	0,9%	38%	-12%	-2%	0%
Danemark	0,6	0,7%	54%	13%	-15%	0%
Finlande	0,5	0,5%	30%	-11%	1%	5%
Irlande	0,5	0,5%	82%	8%	7%	7%
République Tchèque	0,4	0,4%	34%	13%	20%	4%
Hongrie	0,3	0,3%	24%	21%	12%	6%
Slovaquie	0,2	0,2%	35%	13%	12%	-9%
Luxembourg	0,1	0,1%	21%	34%	5%	10%
Lituanie	0,1	0,1%	93%	-11%	-25%	1%
<b>Indice Pays méditerranéens</b>	<b>7,8</b>	<b>9,1%</b>	<b>65%</b>	<b>1%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>
Italie	4,0	4,6%	28%	22%	6%	17%
Espagne	2,8	3,2%	79%	-4%	17%	20%
Portugal	0,4	0,5%	31%	4%	20%	25%
Grèce	0,6	0,7%	15%	25%	33%	25%
<b>Indice Asie-Pacifique</b>	<b>20,6</b>	<b>24,0%</b>	<b>-8%</b>	<b>-12%</b>	<b>-6%</b>	<b>2%</b>
Japon	8,5	9,8%	-1%	-14%	-4%	1%
Australie	1,7	2,0%	4%	2%	9%	10%
Chine	7,5	8,7%	-2%	-16%	-18%	-8%
Taiwan	0,7	0,8%	-58%	-21%	-8%	5%
Corée du Sud	1,6	1,9%	-27%	-21%	-13%	3%
Hong Kong	0,4	0,4%	22%	-24%	-22%	12%
Singapour	0,3	0,4%	2%	5%	-23%	9%

### Contacts

#### Contact presse Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler – +33 (0)1 40 70 81 41

[bettina.sattler@eulerhermes.com](mailto:bettina.sattler@eulerhermes.com)

#### Contact Ogilvy

Lorenzo Ricci – +33 (0)1 5367 1283

[lorenzo.ricci@ogilvy.com](mailto:lorenzo.ricci@ogilvy.com)

**Euler Hermes** est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de **2,27 milliards d'euros en 2011**.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

[www.eulerhermes.com](http://www.eulerhermes.com)

**Réserve :** Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.